



**PRÉFET  
DU MORBIHAN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DREAL Bretagne**

Unité départementale du Morbihan  
34, rue Jules Legrand  
56100 Lorient

Rennes, le 23/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **DÉPÔT PÉTROLIER DE LORIENT SEIGNELAY**

10 rue de Seignelay  
56100 Lorient

Références : ACLS/FD/E/2025  
Code AIOT : 0005501834

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2025 dans l'établissement DÉPÔT PÉTROLIER DE LORIENT SEIGNELAY implanté 10 rue Seignelay 56100 Lorient. L'inspection a été annoncée le 13/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DÉPÔT PÉTROLIER DE LORIENT SEIGNELAY
- 10 rue Seignelay 56100 Lorient
- Code AIOT : 0005501834
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Dépôt Pétrolier de Lorient (DPL) exploite deux dépôts sur la zone industrielle portuaire

de LORIENT:

- le dépôt de Seignelay comprenant 7 bacs essences, éthanol ou distillats (gazoles/FOD) avec installations de chargement de véhicules citernes,
- le dépôt de Kergroise comprenant 6 bacs de stockage dédiés uniquement aux distillats (dépôt utilisé comme dépôt satellite du dépôt de Seignelay, reliés entre eux par 2 pipelines enterrés).

Compte tenu des substances et quantités stockées, ces dépôts relèvent chacun du statut Seveso seuil haut, au titre de la directive SEVESO III. Le plan de prévention des risques technologiques a été approuvé par arrêté préfectoral du 27 décembre 2017.

S'agissant du dépôt de Seignelay les prescriptions actuellement applicables sont celles de l'arrêté préfectoral du 3 mai 2022 ainsi que les dispositions des arrêtés ministériels associés à l'activité ainsi qu'au statut Seveso seuil haut de l'établissement.

### Thèmes de l'inspection :

- AN25 PMII

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PM2I - Recensement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1.3.	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Tuyauteries	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Pont de tuyauteries	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Tuyauteries et ponts - Dossiers des équipements	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	PM2I - Dossiers des équipements	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1.3.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les éléments présentés à l'Inspection permettent de lever la mise en demeure du 31 juillet 2024.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : PM2I - Recensement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS - Recensement équipements PM2I
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 16/04/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> </ul>

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 05/07/2024

**Prescription contrôlée :**

[...] Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.

Elles permettent a minima :

- le recensement des équipements visés par la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ; le recensement des réservoirs visés à l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre des rubriques 4330, 4331, 4722, 4734 et 1436 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ; [...]

**Constats :**

Suite à l'inspection du 16 avril 2024, l'exploitant a mandaté une société experte dans le domaine pour réaliser un inventaire et un état des lieux de toutes ses tuyauteries en juillet 2024. Celles-ci sont ainsi répertoriées dans un tableur et les points singuliers sont identifiés pour permettre un suivi des actions.

L'ensemble des tuyauteries du site et des points singuliers ont également été cartographiés.

Le tableur et la cartographie sont mis à jour tous les ans au moment de l'inspection annuelle.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Tuyauteries**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vieillessement

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 16/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 31/01/2025

**Prescription contrôlée :**

[...] L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité. L'état initial, le

<p>programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'état initial des tuyauteries a été réalisé en juillet 2024 et se retrouve notamment sur la cartographie présentant un géo-référencement interactif des tuyauteries et des points singuliers avec les informations de la tuyauterie et des dernières inspections ainsi que des photos.</p> <p>Le plan d'inspection des tuyauteries a été rédigé et introduit dans la procédure spécifique PMII.</p> <p>Un plan d'action (tableur) a été mis en œuvre après l'inspection de 2024 afin de suivre les désordres constatés. L'exploitant a prévu de relier ce tableur à la GMAO pour un suivi plus simple et rapide.</p> <p>L'inspection a constaté que les échéances sont suivies.</p> <p>La visite terrain a permis de vérifier par sondage que certaines actions ont été réalisées.</p> <p>La documentation est classée sur le réseau et est facilement accessible.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

### N° 3 : Pont de tuyauteries

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vieillessement</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 16/04/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 31/01/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.</p> <p>L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>De la même manière que pour les tuyauteries, l'état initial des ponts de tuyauteries a été réalisé en juillet 2024. Ils sont notamment présents sur la cartographie interactive sur laquelle on</p>

<p>retrouve également les points singuliers, leurs informations de fabrication, les dernières inspections ainsi que des photos.</p> <p>Le plan d’inspection des ponts de tuyauteries a été rédigé et introduit dans la procédure spécifique PMII.</p> <p>Un plan d’action (tableur) a été mis en œuvre après l’inspection de 2024 afin de suivre les désordres constatés. L’exploitant a prévu de relier ce tableur à la GMAO pour un suivi plus simple et rapide.</p> <p>L’inspection a constaté que les échéances sont suivies.</p> <p>La documentation est classée sur le réseau et est facilement accessible.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 4 : Tuyauteries et ponts - Dossiers des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vieillessement
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 16/04/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 31/01/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'état initial, les programmes d'inspection ou de surveillance ainsi que les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 peuvent être établis selon les recommandations de guides professionnels reconnus par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>[...] Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant : - l'état initial de l'équipement ;</p> <p>- la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ;</p> <p>- les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ;</p> <p>- les interventions éventuellement menées. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme indiqué sur les fiches de constat n°2 et 3, les états initiaux des tuyauteries et des ponts de tuyauteries ont été réalisés en juillet 2024.</p>

La procédure PMII présente la stratégie mise en place pour leurs contrôles ainsi que les plans de surveillance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 5 : PM2I - Dossiers des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS - Vieillessement
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 16/04/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 31/01/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.</p> <p>Elles permettent a minima :</p> <p>[...]</p> <p>- pour chaque équipement identifié, l'élaboration d'un dossier contenant : l'état initial de l'équipement, la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant, par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis. Pour chaque équipement identifié, en application des actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement et à la corrosion, les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles sont tracés, notamment les mesures prises pour faire face aux problèmes identifiés ainsi que les interventions éventuellement menées. Ces dossiers ou une copie de ces dossiers sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme constaté dans les fiches de constats précédentes, les dossiers des équipements apparaissent complets : un état initial, la présentation de la stratégie de contrôle, le plan et le programme d'inspection ont été réalisés pour chacun des équipements. Ces documents sont vivants et amenés à être mis à jour après chaque inspection, notamment par l'outil cartographique créé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

